

REPLACEMENT DE COUVERTURE AMIANTEE SUR UN IMMEUBLE COLLECTIF

rue du Docteur Goupil
Immeuble "La Varende"
27 250 RUGLES

MAITRE D'OUVRAGE

LOGEMENT FAMILIAL DE L'EURE
2-4 RUE SAINT PIERRE-BP 587
27 000 EVREUX
Tél : 02.32.62.23.23 Fax : 02.32.62.23.40
Mél : developpement@lfeure.fr

Lot n°01

DESAMIANPAGE - DECONSTRUCTION DE CHEMINEES EN COMBLES

MAITRE D'OEUVRE :

Isabelle DESMARES
9 Rue Buzot
27 000 EVREUX
Tél : 02.32.31.67.13 port 06.34.09.27.26
Mél : contact@isabelledesmares.fr

BUREAU CONTROLE :

BTP CONSULTANTS CONTROLE TECHNIQUE
1690 rue Aristide Briand Seine Créapolis Sud
76650 PETIT-COURONNE
Mél : nicolas.sacquet@btp-consultants.fr

COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :

BTP CONSULTANTS SECURITE
1690 rue Aristide Briand Seine Créapolis Sud
76 650 PETIT-COURONNE
Tél : 06.60.27.51.61
Mél : laetitia.fauvel@btp-consultants.fr

CCTP

Dossier	
Date	04/04/2024
Phase	DCE
Indice	

01.1 **GENERALITES**

01.1.1 **DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX**

Les travaux du présent lot comprennent essentiellement en vue du remplacement de couverture d'un bâtiment de logements en R+4 sur demi sous-sol :

- La sécurité nécessaire à l'intervention ainsi que les installations de chantier spécifiques aux intervenants
- Les échafaudages de pieds communs
- Le désamiantage
- La déconstruction des cheminées
- L'évacuation de l'ensemble des gravats
- La remise en état des abords selon prescriptions définies ci-après

01.1.2 **PRESTATIONS GENERALES A COMPRENDRE**

L'entrepreneur devra impérativement avant remise de son offre de prix procéder à une visite systématique de tous les locaux à déconstruire, Il est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier et est tenu de présenter une offre répondant aux spécifications du projet de base définies dans les documents composant ce dossier.

Faute d'avoir demandé des explications complémentaires par écrit avant la remise de son offre, il sera considéré que l'entrepreneur a eu pleine connaissance des lieux, de tous les documents du dossier, qu'il accepte sans réserve. Aucune réclamation, concernant l'interprétation des documents et plans ne pourra être admise ultérieurement. Les descriptions incluses dans le présent CCTP n'ont pas un caractère limitatif. L'entreprise devra l'ensemble des fournitures et prestations nécessaires à une parfaite finition des ouvrages et à leur parfait fonctionnement suivant normes et réglementations en vigueur.

Il est précisé que l'entrepreneur devra faire son affaire de toutes autorisations administratives liées à ses interventions , en particulier les autorisations de voiries.

Également contact aura été pris avec tous les services concédés : ERDF, GRDF, Eaux, FT assainissement et tous les corps d'état en charges des réseaux précités pour faire procéder à la dépose et reprise du matériel qui pourrait-être leur propriété. L'établissement des DICT sera dû également.

L'entrepreneur devra s'assurer avant intervention et au fur et à mesure de l'avancement qu'il peut exécuter les travaux sans aucun danger et que toutes les précautions sont prises pour éviter tout désordre sur les voiries, les réseaux, constructions avoisinantes, locaux en service à proximité.

Nota :

- Un constat d'huissier est prévu au présent lot avant démarrage des travaux

01.1.2.1 **NORMES EN VIGUEUR**

La proposition de l'entrepreneur s'entend, compris notamment :

- Les prescriptions de la législation en vigueur, décrets et arrêtés ministériels, des normes françaises éditées par l'AFNOR, des Cahiers des Clauses Spéciales (CCS) en vigueur à la date de la consultation, et du cahier des Clauses Techniques Générales (annexe II du décret n° 90.617 du 12 Juillet 1990).
- Les obligations de l'entrepreneur mentionnées dans le CCAG, le CCAP
- La loi 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et ICPE (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975) qui précise les obligations de l'entreprise en matière d'enlèvement des gravats, détritiques et déchets. Ces obligations induisent un tri sélectif des gravats, déchets et détritiques.
- Un plan de gestion des déchets - type SOGED - sera établi par l'entreprise

Pour mémoire obligations en matière de tri :

Déchets inertes :

- Terres polluées
- Béton ou maçonnerie de parpaings,
- Briques en terre cuite
- Tuiles ou ardoises naturelles,
- Carrelages ou faïences
- Appareils sanitaires
- Verres
- etc.....

Déchets industriels banals (bois non traités) :

- Palettes
- Contreplaqué
- Planches
- Plinthes et habillages en bois
- Bois de menuiseries extérieures et occultations
- Bois de menuiseries intérieures

Déchets industriels banals (métaux) :

- Canalisations de chauffage et corps de chauffe
- Canalisations de plomberie (hors éléments en plomb)
- Gains de VMC, cerclages, fils électriques
- Treillis soudés et armatures de béton

- Menuiseries extérieures et occultations
- Menuiseries intérieures le cas échéant
- Gaines diverses, etc....

Déchets industriels banals (divers) :

- Bois de toutes natures
- Plastique et PVC
- Polystyrène
- Laine de verre et de roche
- Revêtements de sols souples (thermo ou moquettes)

Déchets industriels banals (divers) :

- Cloisons et contre-cloisons en plaque de plâtre
- Cloisons et contre-cloisons en carreaux de plâtre
- Plâtres, etc...

Déchets industriels spéciaux :

- Paratonnerre,
- Détecteurs incendie (cartouches, sprinklers,)
- Tubes néons,
- Protection de parois de locaux radiologiques
- etc....

Déchets dangereux (amiantés)

Déchets dangereux (plomb et divers)

- Résidus de colle le cas échéant,
- Résidus de peinture le cas échéant
- Plomb le cas échéant
- Solvants
- Acides
- Hydrocarbures
- Bois traités
- Cartons ou papiers souillés
- etc....

Déchets de bois contenant des insectes xylophages - cf arrêté municipal :

Déchets destinés à la destruction

Déchets relevant d'une filière Responsabilité Élargie des Producteurs - R.E.P. :

Ce dispositif implique que les acteurs économiques qui mettent sur le marché des produits générant des déchets prennent en charge tout ou partie de la gestion de ces déchets.

Etc.....

01.1.2.2 **MATERIAUX AMIANTES**

L'entreprise prendra connaissance des dossiers établis par BTP Diagnostics concernant la recherche de matériaux amiantés sur le bâtiment :

- Rapport BTP Diagnostics du 01/02/2024 - dossier C-D178-2024-30-217311

L'entreprise réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante est soumise aux dispositions des articles R.4412-94 à R.4412-148 du code du travail. Elle doit en particulier être certifiée dans les conditions prévues à l'article R.4412-129. Elle devra posséder une Qualification 15-12 ou 15-13 (en fonction de l'intervention).

La certification de l'entreprise sera fournie lors de la remise des offres et sera valable pour la durée prévisionnelle du chantier plus aléas et intempéries. Dans le cas de sous-traitance pour le désamiantage la certification et tous documents administratifs auront été remis avec la remise de l'offre.

L'entreprise devra intégrer dans son offre toutes les incidences techniques et financières liées à la modification de réglementation amiante au 1er juillet 2015 et mises à jour suivantes. Il ne pourra être présenté aucun devis de travaux supplémentaires lié à une nouvelle réglementation à prendre en compte pour ce dossier.

01.1.3 **DOCUMENTS GRAPHIQUES OU ECRITS**

L'entrepreneur devra prendre connaissance du C.C.T.P. dans son intégralité.

Les plans et le C.C.T.P. se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état, après remise et réception de leurs offres, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile, ils devront prévoir dans leurs prix le montant des travaux indispensables à la terminaison des bâtiments dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est décrit, en accord avec le Maître d'Œuvre.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier, avant toute exécution, les cotes figurant aux dessins et de signaler au Maître d'Œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Ils sont tenus de signaler par écrit au Maître d'Œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre le CCTP et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

Dans le même esprit, si certaines dispositions des plans et du C.C.T.P. soulèvent des divergences d'interprétation, les ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du Maître d'Œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au Cahier des Prescriptions Spéciales entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est formellement dû et vice-versa.

01.1.4 ORGANISATION DU CHANTIER

01.1.4.1 HYGIENE ET SECURITE DE CHANTIER

L'organisation générale de l'hygiène et la sécurité du chantier est régie par la loi n° 93.1418 du 31/01/93 et du décret d'application du 26/12/94 concernant "l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil".

Le Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, retenu par le Maître d'Ouvrage est BTP CONSULTANTS

En fin de chantier les entreprises devront l'enlèvement de toutes leurs installations de chantier, des gravats, agrès, outillages divers, la dépose des clôtures, etc.

Les désordres qui pourraient survenir sur les voiries publiques (trottoir, rue) resteront à la charge des entrepreneurs.

L'entrepreneur devra le balisage du chantier selon les dispositions réglementaires et préconisation du PGC, éclairage de sécurité, etc.

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur qui peut être consultée à la Direction Générale de la main d'œuvre, ou auprès de l'O.P.P.B.T.P.

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène seront prises par les entrepreneurs en fonction du P.G.C. établi par le coordonnateur SPS.

01.1.4.2 PROTECTION SUR SITE

L'entreprise intervenant sur le chantier doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

Elle observera notamment les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'O.P.P.B.T.P., et les recommandations du coordonnateur de sécurité.

L'entreprise est tenue de prendre toutes dispositions assurant la sécurité des personnes circulant aux abords et dans le chantier, vis-à-vis de la chute éventuelle des matériaux, notamment par des tôles de protection installées solidement en encorbellement, à la hauteur qui sera jugée suffisante pour assurer une protection efficace.

Elle doit également se conformer aux textes approuvés le 11 Juin 1980 par le COMITÉ TECHNIQUE NATIONAL DES INDUSTRIES DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, concernant les mesures de prévention des accidents et mesures d'hygiène, ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre VI du décret du 8 Janvier 1965.

L'entrepreneur assurera la sécurité à la chute au droit des trémies, des baies, etc...

01.1.4.3 ECHAFAUDAGE & PROTECTIONS

Utilisation suivant PGC d'un échafaudage commun de façade mis en place par le présent lot utilisé par le lot Charpente-Couverture et nécessaire à la parfaite réalisation des ouvrages.

Mise en place de tous garde-corps provisoires, des filets nécessaires par le présent lot selon PGC

01.1.4.4 DIFFICULTES D'ACCES ET DE STOCKAGE

L'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité, ni plus-value d'aucune sorte, sur le prix des travaux pour toutes sujétions auxquelles l'obligeraient soit les difficultés d'accès des lieux, soit de stockage des matériaux et agrégats, soit les dispositions qui lui seraient données dans l'intérêt du bon ordre et du service de chantier.

Les entrepreneurs seront tenus de se rendre sur place pour constater les accès de chantier disponibles (voir plan de masse).

01.1.4.5 SECURITE DES TIERS

Pendant toute la durée des travaux, L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux propriétés et constructions voisines, ni aucune gêne pour les occupants. Dans le cas contraire, il pourra être tenu pour responsable des dommages et/ou gêne causés et devra en supporter les conséquences. Il en sera de même en ce qui concerne la rue d'accès et la sécurité du public sur les rues jouxtant l'opération et à l'intérieur de la parcelle.

Aucun matériau ou matériel ne devra être déposé ou choir hors emprise du chantier.

Tous les engins et véhicules de chantier devront impérativement sortir "propres du chantier" afin de ne pas entraîner de débris, de terre ou

gravats sur la voie publique (Le nettoyage des pneumatiques étant à la charge de l'entreprise).

En outre l'utilisation d'engins causant des vibrations dans les bâtiments voisins sera proscrite.

01.1.4.6 **GENE OCCASIONNEE AU VOISINAGE**

L'entreprise sera tenue de respecter les horaires de travail qui auront été définis en concertation avec les services compétents et le Maître d'ouvrage. Aucun trouble ne devra être apporté au voisinage en dehors de ces horaires. Si des modifications survenaient, l'entrepreneur du présent lot devra adapter son intervention aux nouvelles contraintes.

La réglementation en vigueur sur le site concerné quant à la puissance tolérée des bruits émis par le chantier sera strictement respectée. A défaut de réglementation municipale la limitation des nuisances liée aux chantiers en général sera applicable.

01.1.4.7 **TENUE DU CHANTIER**

Le chantier et ses abords (trottoirs, rues, etc.) devront être tenus dans un état constant de propreté et parfaitement rangés chaque fin de semaine. Le nettoyage, l'enlèvement des gravats et autres débris et détritus provenant des travaux de tous intervenants seront prévus.

Dans le cas où cette prescription ne serait pas respectée, une entreprise extérieure spécialisée procédera au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante, à la demande du Maître d'œuvre.

01.1.5 **DOCUMENTS A FOURNIR**

01.1.5.1 **Avec l'acte d'engagement**

Quantitatif estimatif servant de cadre à la décomposition du prix global et forfaitaire (non contractuel) D.P.G.F.

01.1.5.2 **Avant tout début des travaux (cf. délais CCAG travaux)**

- Plans d'exécution détaillés.
- Échantillons du matériel.
- Références et adresses des fournisseurs.
- P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Sécurité).
- Inspection commune avec le coordonnateur SPS, préalable à toute intervention.
- Plan de retrait
- DICT

01.1.5.3 **En fin de travaux (cf. délais CCAG travaux)**

- Les plans de récolement nécessaires et mis à jour à la demande de l'Architecte. Aucun décompte définitif ne sera soldé sans la production de ces documents.
- Les D.O.E. (Dossier des Ouvrages Exécutés) seront à fournir en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérisé
- Les D.I.U.O. (Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages).

01.1.6 **AUTO-CONTROLE DE L'ENTREPRISE**

Il est rappelé aux Entreprises, l'obligation de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978.

En particulier, l'Entreprise devra dans son offre, définir son programme interne en précisant les dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect.

01.2 **ORGANISATION DU CHANTIER**

01.2.1 **GENERALITES**

Avant de commencer ses travaux, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir les équipements nécessaires au fonctionnement et à la sécurité du chantier et de ses abords (voir PGC).

L'entreprise devra se référer aux prescriptions communes à tous les corps d'état et au PGC, notamment en ce qui concerne les règles d'hygiène et de sécurité conformément à la loi n°93.1418 du 31/12/93 et de son décret d'application n°94.1159 du 26/12/94.

Nota :

Dans le cadre de l'installation de chantier l'entrepreneur est tenu de se rendre sur site afin de visualiser et définir un principe d'installation de chantier au vu des espaces disponibles restreints.

01.2.2 **CONSTATS D'HUISSIER**

L'entrepreneur du présent lot devra faire établir à ses frais avant tout début d'exécution des travaux, un constat d'huissier préventif avec relevé photographique, de tous les mitoyens et héberges, y compris sur le domaine public, de tous les locaux dans lesquels les entreprises vont intervenir y compris le démolisseur

Un deuxième constat sera établi à la fin de l'opération

01.2.3 **CLOTURE DE CHANTIER**

- 1) L'entrepreneur du présent lot devra assurer sous sa responsabilité, la fourniture, la pose, la signalisation, l'éclairage de la clôture, sans préjudice des prescriptions légales plus étendues qui pourraient lui être imposées par les services communaux au cours des travaux.

Pour cela, l'entreprise devra se rapprocher de la commune de RUGLES pour définir la nature de la clôture, l'emprise sur domaine public, et les autorisations nécessaires.

Cette clôture devra être de conception rigide, transparente, de 1,80 m de hauteur minimum (type clôture HÉRAS avec menottes).

Les portails seront de conception rigide avec fermeture par cadenas.

01.2.4 **SIGNALISATION**

L'entreprise du présent lot devra la mise en place et l'entretien de la signalisation réglementaire pendant toute la durée des travaux, et autant que nécessaire.

01.2.5 **LOCAUX DE CHANTIER**

Les locaux nécessaires aux entreprises (vestiaires, réfectoire, sanitaires, etc.), seront situés dans l'enceinte du chantier. Il pourra également être loué un logement dans les immeubles gérés par le Maître d'ouvrage à proximité, selon négociation avec ce dernier (état des lieux entrant et sortant / remise en état à la livraison / règlement des loyers / ouverture des comptages / assurances, etc...). L'entreprise devra faire valider son projet et prendre en charge les coûts correspondants.

Le plan d'installation sera établi par l'entreprise du présent lot qui se chargera de toutes les validations correspondantes par les différents intervenants, elle prendra en charge les modifications qui pourraient survenir tant en étude qu'en phase travaux. Elle fera valider ce plan définitif par le Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, Coordonateur sécurité, services de la ville, etc.....

Suivant dispositions du plan de principe , prescriptions communes, PGC :

- Sanitaires et douches : Il sera prévu une séparation hommes / femmes (conformément au code du travail)
- Les locaux seront chauffés, et équipés de l'eau froide et de l'eau chaude
- Installation électrique sur branchement de chantier à charge du présent lot.
- Alimentation en eau sur branchement de chantier à charge du présent lot.
- Mise à disposition de casques de chantier visiteurs dans le bureau de chantier.
- Les locaux de la base vie devront être nettoyés par une entreprise spécialisée d'une façon hebdomadaire.
- Le nettoyage de la base vie par une entreprise spécialisée sera géré par l'entreprise du présent lot , aux frais du compte prorata.
- Les consommables seront gérés par l'entreprise du présent lot aux frais du compte-prorata.
- Il doit être aménagé une plate-forme par le présent lot qui comportera les protections nécessaires de l'enrobé et des bordures par la mise en place de panneaux au sol.
- Entretien de la plate-forme réalisée par le présent lot , aux frais du compte prorata, pendant la durée du chantier.
- Mise en place des panneaux de signalisation réglementaires

01.2.6 **COUT UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC**

Compte-tenu de l'étroitesse de la parcelle l'entreprise chiffrera - si nécessaire - le coût engendré par l'utilisation du domaine public selon tarif en vigueur appliqué par la ville de Rugles.

Localisation : Pour utilisation du parking situé en face de l'opération.

01.2.7 **ALIMENTATION ET DISTRIBUTION DES FLUIDES**

Electricité

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge l'alimentation électrique du chantier, y compris demandes nécessaires auprès de ERDF, établissement du branchement général, y compris vérification des installations par un organisme agréé. Dans le cas où la puissance sur site serait suffisante l'entreprise devra prévoir le raccordement dans les communs et l'installation d'un comptage spécifique.

Le titulaire du présent lot aura également à sa charge la mise en place des équipements secondaires :

- Armoire de chantier au droit des installations de chantier
- Alimentation de la signalisation sur rue (feux tricolores, clôture, etc..)
- Armoires divisionnaires
- Blocs prises permettant l'utilisation de 25m de rallonge maximum
- Alimentation des installations liées au désamiantage - voir ci-après
- Eclairage de chantier et balisage en 24 volts sur transformateur pour éclairage escaliers et circulations

Nota : le marché prévoit des travaux de désamiantage qui nécessitent probablement une alimentation en 380V. Elle doit-être prévue au présent lot de même que les attentes pour raccordement du matériel de désamiantage (souffleries, baraques, etc..).

Eau

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge le branchement de chantier DN40 mini (hors gel), compris alimentation des installations de chantier et mise en place d'un décomptant si le raccordement se fait sur les installations existantes.

Eaux Usées

L'entreprise du présent lot aura à sa charge la cuve de rétention EU/EV, compris raccordement des installations de chantier - ou raccordement au tout-à-l'égout selon cas.

Téléphone - Sans Objet

01.2.8 REMISE EN ETAT DES ABORDS

En fin de chantier, l'entreprise du présent lot devra :

- L'enlèvement de toutes ses installations de chantier, des gravats, agrès, outillages divers,
- La dépose des clôtures, etc.
- La dépose et enlèvement des chemins et plate-formes d'accès en tout-venant.
- La dépose des protections de trottoirs, parkings et bordures
- La remise en état des espaces verts

NOTA : les désordres qui pourraient survenir sur les voiries publiques (rues, trottoirs) resteront à la charge de l'entrepreneur.

01.2.9 PANNEAU DE CHANTIER

Suivant article du cahier "Prescriptions communes à tous les corps d'état".

01.2.10 ECHAFAUDAGES

01.2.10.1 Echafaudage commun

Le présent lot aura en charge la fourniture et la pose d'un échafaudage de pied commun (prestation au frais de l'entreprise, hors compte prorata) : Installation suivant PGC de tous les échafaudages de pieds nécessaires à la parfaite réalisation des ouvrages de Démolition-Désamiantage Charpente, Couverture, avec échafaudage en encorbellement si nécessaires. Cet échafaudage servira de poste de travail et de protection contre les risques de chute pour l'ensemble des entreprises.

L'entreprise aura inclus les incidences de modifications successives en fonction de l'évolution des travaux comme dépose-repose entre les corps d'état, modification de la hauteur des plateaux, de l'écartement depuis les façades, échafaudage avant couverture et sous les revers, etc... Elle aura en charge l'entretien de cet échafaudage pendant toute la durée de son utilisation. Les protections complémentaires en toiture incombent au présent lot.

Seront prévues également les contraintes de mise en place de poulies pour monte-matériaux.

Il sera transmis un PV de vérification au CSPS, un plan de calepinage de l'échafaudage afin que ce dernier puisse émettre un avis.

La plate-forme d'échafaudage sera réalisée en grave compactée par le présent lot.

L'échafaudage de l'immeuble sera réalisé dans son ensemble afin que les travaux se déroulent sur la totalité du b^{ât}iment en un temps donné et non par phases successives.

01.3 DESCRIPTIONS DES OUVRAGES

01.3.1 TRAVAUX PREALABLES AU DESAMIANPAGE ET AUX DEMOLITIONS

01.3.1.1 PROTECTION DE L'ISOLANT EN LAINE SOUFFLEE

La circulation dans les combles va nécessiter le cantonnement et la protection de la laine soufflée. L'entreprise devra :

- Mise en place de parois verticales en bois ou autre, pour permettre la circulation du personnel, du matériel lié aux démolitions (échafaudages et autres), de la mise en place de confinement éventuel, de l'évacuation des gravats par tout moyen approprié.
- Manutention de la laine soufflée
- Mise en place de bâches de protection sur l'ensemble
- Évacuation des matériels ou matériaux nécessaires à l'accès aux zones nécessitant le désamiantage ou les démolitions
- Mise en place de la laine avec piges de vérification, complément éventuel pour garantir la même performance

Localisation : Sur la dalle béton du dernier niveau pour démolition des cheminées et circulation du personnel

01.3.2 DESAMIANPAGE

Les travaux seront exécutés suivant les prescriptions de la législation en vigueur, des décrets et arrêtés ministériels, des normes éditées par l'AFNOR, des cahiers des clauses spéciales en vigueur à la date de la consultation.

Les travaux seront réalisés par la présente entreprise certifiée pour intervention sur des produits amiantés ou bien sous-traités à une entreprise spécialisée.

Il appartient à l'entreprise de prévoir selon la méthodologie employée toutes les dispositions réglementaires. L'entreprise ne pourra prétendre à quelques travaux supplémentaires que ce soit faute d'omissions ou d'exigences diverses des organismes d'état.

Sont compris dans le prix selon liste non exhaustive ci-après :

- Mesures d'empoussièrement selon normes en vigueur
- Délimitation des zones, pose de signalétique et barrières
- Confinements (simples ou doubles) par tous moyens adaptés aux locaux, compris essais d'étanchéité, sas de décontamination et de tri des matériaux
- Mesures d'analyse de l'air avant dépose des confinements
- Équipement du personnel : combinaisons étanches, gants, sur-bottes, casque et cagoule, masque respiratoire autonome avec préfiltre

selon normes en vigueur

- Aspirateur de poussières avec filtres
- Pulvérisateurs pour humidification des produits amiantés
- Mise en place d'une douche (ou plusieurs) spécifique selon volume de travaux
- Stockage des déchets amiantés à l'abri des regards
- Évacuation des déchets dans des contenants réglementaires avec double enveloppe sur palettes et signalétique conventionnelle , choix d'un site de réception adapté, fourniture des bordereaux de suivi.
- Etc...

L'entreprise devra également fournir un plan de retrait au démarrage de la période de préparation et le diffuser aux organismes tels que : CRAM, OPPBTP, Inspection du travail, coordonnateur SPS, CHSCT de l'entreprise. Le phasage des zones sera étudié avec la Maîtrise d'œuvre.

Consistance des travaux selon rapport :

- Dépose des plaques en fibre-ciment y compris plaques sous-tuiles selon rapport
- Évacuation des déchets
- Mesures "libératoires" de contrôle par un organisme agréé à charge du présent lot

Suivi des déchets :

L'entreprise devra en fin d'intervention une attestation de fin de travaux de désamiantage et la production de bordereaux de suivi de déchets amiantés (B.S.D.A.). Ces documents devront être remis au Maître d'ouvrage. L'utilisation de la plate-forme Trackdéchets sera obligatoire pour le suivi de ces déchets dangereux.

Nota : il est précisé que le Maître d'ouvrage souhaite l'enfouissement des matériaux amiantés en centre agréé.

01.3.2.1 **COUVERTURE EN FIBRE-CIMENT**

01.3.2.1.1 **DEPOSE COUVERTURE AMIANTEE**

L'entreprise devra prévoir la dépose de la couverture en tôle ondulée amiantée, y compris plaques "sous-tuiles" selon rapport, manutention, stockage et enlèvement des gravats. La prestation comprend l'ensemble des accessoires liés (noquets, solins, châssis, calfeutrement des écart au feu en périphérie des conduits, sorties en toitures, etc...).

Bâchage soigné de l'ensemble de la surface au fur et à mesure.

Échafaudage intérieur, moyens d'accès, filets de l'entreprise.

Nota : les sorties de Ventilations mécaniques seront conservées et remises en place en provisoire.

Localisation : *L'ensemble du bâtiment*

01.3.3 **DECONSTRUCTION**

Tous compléments éventuels comme ceinturage provisoire de certaines parties de la construction , ou adaptations autres afin de préserver les ouvrages et de garantir la sécurité lors de la démolition sont dus par l'entrepreneur du présent lot, également le principe de phasage et dépose à faire valider. Il appartient à l'entreprise de fournir un mode opératoire pour l'opération complète, et de le faire valider par tous les intervenants.

L'entreprise devra prévoir dans son mode opératoire des mesures pour limiter les propagations des poussières et de bruit : bâchage de zones, films ou brumisation, etc...

Les travaux de curage et démolition-déconstruction ne pourront débuter que lorsque les travaux de désamiantage et enlèvement de plomb auront été réalisés. Les mesures d'empoussièrement effectuées selon réglementation en vigueur et autorisation de d'intervention délivrée par le service compétent.

Il est précisé que la déconstruction concerne :

Un bâtiment en R+4 sur 1/2 sous-sol, dont les fondations n'ont pas été sondées.

Les travaux de déconstruction et curage comprennent les prestations suivantes :

- Sondages complémentaires afin de lever quelque ambiguïté que ce soit et notamment sur les refends et conduits
- Installation de bennes nécessaires au tri et à l'évacuation de ses gravats , acheminement des gravats vers les bennes
- Le coût de cette prestation comprend l'évacuation et le traitement de ces bennes qui ne seront en aucun cas prises en compte au titre du prorata inter-entreprises. Transport en décharges publiques agréées.
- Déconstruction mécanique par tous moyens appropriés,
- Échafaudages intérieurs, étaieement, étré sillonnements et tous moyens d'accès en sécurité, compris adaptations au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Tous les travaux de renforcement de structure ou d'ouverture de trémie ou baie dans le bâti existant sera justifié par une note de méthodologie et accompagnée d'une note de calcul.

01.3.3.1 **DEPOSE DES REVERS ET DEBORDS DE TOIT**

L'entreprise devra prévoir la dépose des panneaux de rives et de sous-faces. Les ossatures de tenue de ces éléments seront maintenues en place dans la mesure du possible et en concertation avec l'entreprise du lot Couverture en charge de la réalisation des futurs revers, une surface "témoin" sera déposée en amont de la réalisation de l'ensemble de la dépose.

Bâchage soigné des pièces de charpente

Évacuation des gravats.

Localisation : L'ensemble des rives et revers

01.3.3.2 **DEPOSE DES CONDUITS DE VENTILATIONS ET DE VIDE-ORDURES**

Préalablement à son intervention l'entreprise devra :

- Faire valider par le Maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité les moyens d'accès à sa charge à l'intérieur des combles, depuis l'échafaudage commun jusqu'en pied des conduits, pour permettre une intervention du personnel en toute sécurité et l'acheminement des gravats. L'ensemble sans risque de détérioration des plafonds des logements.

La prestation comprend :

- Échafaudage intérieur, moyens d'accès, filets de l'entreprise.
- Dépose et remise en place des bâches de couverture
- Démolition des maçonneries hors toiture et en combles. Dérasement à l'arase du plancher béton.
- Mise en sécurité par vissage de plaques imputrescibles et aptes à recevoir le poids d'un homme - épaisseur à faire valider selon la taille des trémies.
- Mise en œuvre des moyens d'évacuation par goulottes visant à minimiser la gêne créée aux occupants, également les bennes pour évacuation de l'ensemble des gravats qui ne seront pas réparties au compte-prorata.
- La dépose et remise en place au fur et à mesure de l'avancement des moyens d'accès - complémentaires aux échafaudages communs des façades - seront dues.
- La dépose et remise en place au fur et à mesure de l'avancement du bâchage sera dû

Nota : l'entreprise devra se coordonner avec l'entreprise du lot couverture quand au rythme d'avancement.

01.4 **NETTOYAGE DE CHANTIER**

01.4.1 **Nettoyage des abords et enlèvement des gravats**

L'entreprise est tenue de pourvoir au nettoyage des abords du chantier, et à l'enlèvement de tous ses gravats.

D'une manière générale, l'entreprise est tenue de maintenir la propreté du chantier afin d'éviter tout risque d'accident.